

Un programme transformateur pour le G7

Recommandations de la société civile britannique



Introduction : un programme transformateur pour le G7

Le Royaume-Uni accueillera les dirigeants mondiaux du G7 lors du sommet 2021 dans un contexte exceptionnellement difficile : pandémie mondiale, urgences climatiques et écologiques, besoins humanitaires croissants, menaces pour la démocratie et les droits de l'homme, pauvreté en hausse et inégalités socio-économiques de plus en plus marquées. D'une part, l'impact considérable de la Covid-19 sur les économies mondiales a exacerbé l'ampleur sans précédent des besoins dans le monde. D'autre part, la lassitude des donateurs et le récent recul de l'internationalisme dans certains pays signifient que le monde traverse une période critique.

Les pays les plus riches disposent d'un court délai pour soutenir les efforts de reconstruction après la pandémie. Nous avons aujourd'hui la possibilité de résoudre les problèmes systémiques qui ont laissé certains pays mal équipés pour faire face à une urgence sanitaire mondiale et qui ont empêché les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). L'importance de ces objectifs universels et interconnectés n'a jamais été aussi claire : personne ne sera en sécurité tant que tout le monde entier ne le sera pas.

Les pays du G7 ont un rôle essentiel à jouer pour établir un programme véritablement transformateur qui peut contribuer à stimuler l'action mondiale pour relever ces défis. Le changement est possible, si les dirigeants et les ministres du G7 donnent la priorité à la création d'un monde plus durable, plus inclusif, plus équitable et plus résilient pour tous, en particulier pour les personnes les plus marginalisées et les plus exclues. Les engagements que le G7 prendra en juin doivent servir d'exemple pour l'atteinte des ODD, le respect de l'accord de Paris et l'assurance du respect des droits de l'homme, de la justice raciale, de l'égalité des sexes et des normes de travail.

Ce rapport a été traduit de l'anglais vers le français
par Harmer Translations

Le C7 (Civil 7) est un groupe annuel d'organisations de la société civile (OSC) qui se réunit aux côtés du G7. En tant que coordinateurs du C7, Bond et nos réseaux partenaires appellent le Royaume-Uni à utiliser son pouvoir de leadership au sein du G7 pour prendre et promouvoir les actions présentées dans ce rapport. Le Royaume-Uni et les autres pays du G7 peuvent faire un pas de géant vers la construction d'un monde meilleur en s'attaquant aux priorités suivantes :



Santé



Climat et
environnement



Reprise
économique
durable



Sociétés ouvertes
et espace civique



Éducation



Sécurité
alimentaire et
nutrition



Prévention des
conflits et des
atrocités

Aucun pays ne peut atteindre l'objectif d'un monde juste et durable seul ou sans l'appui de la société civile. Les pays du G7 ont la possibilité unique de pouvoir s'engager avec des OSC et des communautés diverses et locales pour forger ensemble un meilleur avenir pour tous. Nous avons hâte de pouvoir collaborer sur ces propositions au cours de l'année à venir.

Santé



La pandémie de Covid-19 a provoqué plus de 2 millions de décès dans le mondeⁱ. La pandémie a exacerbé les inégalités sanitaires qui existent au sein des pays et entre eux, le risque et l'impact étant considérablement accrus en fonction de l'âge, du sexe, de l'origine ethnique, de la géographie et des carences, ainsi que de l'existence de comorbidités ou de problèmes de santé préexistants.

La pandémie a également eu d'importantes répercussions indirectes sur la santé. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près de 90 % des pays ont subi des perturbations des services de santé et tous les types de services de santé ont été touchésⁱⁱ. La pandémie exacerbe les faiblesses des systèmes de santé et les obstacles à l'accès aux soins, entravant et annulant les progrès réalisés pour atteindre les cibles énoncées dans l'ODD 3. Elle a également montré que la santé est interconnectée avec tous les aspects de notre vie. Nos sociétés et nos économies ne peuvent être prospères si nos populations ne sont pas en bonne santé.

La pandémie a mis en évidence la nécessité de redoubler d'efforts pour atteindre la couverture sanitaire universelle (CSU) - et lui a donné un nouvel élan - et de s'appuyer sur les engagements pris dans la déclaration politique des Nations Unies sur la CSU en 2019ⁱⁱⁱ. Nous savons que personne ne sera en sécurité tant que tout le monde entier ne le sera pas. C'est pourquoi l'accès à des soins de santé convenables est fondamental. Compte tenu de l'expérience et des enseignements tirés du Service national de santé (NHS) du Royaume-Uni et de la position du pays en tant que deuxième donateur public à la santé mondiale, le Royaume-Uni occupe une place idéale pour faire pression en faveur d'un véritable changement au sein du G7 afin de parvenir à la santé pour tous.

Recommandations

Dans le cadre d'une réponse mondiale complète pour faire face à la Covid-19, aux inégalités en matière de santé et aux progrès vers la CSU, le Royaume-Uni doit profiter de sa présidence pour encourager tous les membres du G7 à :

1 Investir dans le renforcement des systèmes de santé dans leur propre pays, mais aussi au niveau régional et mondial :

- Organiser des réunions ministérielles permanentes sur la santé et les finances au sein du G7, s'engager à consacrer au moins 0,1 % du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD) pour la santé¹, et aider les pays à mobiliser équitablement des ressources nationales progressives et durables pour atteindre au moins 5 % du PIB pour la santé, notamment en luttant contre la corruption dans le secteur de la santé.
- Veiller à ce que tous les services de santé (physique et mentale), de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) soient accessibles et abordables pour tous, qu'ils soient adaptés au sexe et à l'âge, qu'ils tiennent compte du handicap et qu'ils soient résilients aux problèmes sanitaires majeurs.
- Renforcer et accroître les capacités du personnel de santé pour combler les pénuries mondiales, en cette Année internationale des travailleurs de la santé et des soins, et renforcer les soins de santé primaires au niveau communautaire afin de renforcer la résilience du système global, conformément aux déclarations d'Alma Ata et d'Astana.
- Utiliser les technologies numériques de santé appropriées, notamment en renforçant la télémédecine (et la télé-réadaptation), tout en garantissant la plus haute qualité des soins de santé et le droit à la vie privée et à la protection des données.

2 Améliorer la sécurité sanitaire mondiale, uniquement réalisable grâce à la solidarité mondiale :

- Aider à créer et à garantir un accès équitable, à l'échelle mondiale, aux vaccins, aux traitements et aux diagnostics Covid-19, en finançant équitablement tous les éléments du dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT), ainsi qu'en aidant à supprimer les obstacles à la

propriété intellectuelle et en encourageant le partage de la science, du savoir-faire et de la technologie des technologies de santé Covid-19.

- Financer les efforts visant à atténuer les effets indirects de la Covid-19 sur d'autres problèmes et services de santé.
- Le cas échéant, intégrer l'offre des technologies de santé de la Covid-19 dans les systèmes de santé existants, de manière à équilibrer de façon optimale la réponse à la pandémie avec les priorités sanitaires existantes.
- Veiller à ce que les investissements dans la préparation à la pandémie s'alignent sur les systèmes et capacités en matière de santé, de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène et les renforcent aux niveaux mondial, national et infranational.

3 Adopter une approche « Une seule santé », pour la prévention et la détection précoce des futures pandémies, et pour améliorer de manière globale la santé et le bien-être :

- Assurer une approche multisectorielle, multidisciplinaire et intégrée de la santé humaine, animale et environnementale, y compris la résistance antimicrobienne, les maladies zoonotiques, l'écologie et la gestion des vecteurs, la sécurité alimentaire et la nutrition, et le programme WASH (Eau, assainissement et hygiène).
- Adopter une approche « santé dans toutes les politiques », au niveau national et international, pour garantir la cohérence et s'assurer que tous les secteurs (commerce, agriculture, industrie manufacturière, transports et énergie) agissent en faveur de la santé au lieu de la compromettre.
- S'engager à lutter contre le changement climatique, à réduire la pollution et à améliorer les environnements, à renforcer la santé des personnes et de la planète.
- S'attaquer aux déterminants sociaux et sexospécifiques de la santé, notamment en tenant compte des lieux où nous vivons, apprenons, travaillons et jouons.

¹ Conformément à l'objectif recommandé par l'OMS.

Climat et environnement



Coordonné par le groupe de travail de Bond sur le Développement et l'environnement, soutenu par les membres du G7 Global taskforce (comité mondial de réflexion du G7)

Le Royaume-Uni peut présenter une vision claire de la manière dont il saisira les possibilités offertes par sa présidence du G7, qui coïncide avec la présidence italienne du G20 et leur présidence conjointe de la COP26, pour faire du climat et de l'environnement un « fil d'or » de l'action et de la coopération internationales en 2021. Le G7 doit produire des effets tangibles qui permettront d'obtenir des résultats transformationnels dans les domaines prioritaires de la COP26, notamment la réduction de l'écart à 1,5 °C, l'adaptation, les pertes et les préjudices, les solutions basées sur la nature et le financement climatique.

Tout comme la communauté internationale s'est réunie et a réagi aux données scientifiques pour faire face à l'urgence de la crise du Covid-19, le G7 doit s'attaquer aux urgences climatiques et écologiques avec la même approche scientifique et le même niveau d'urgence, en reconnaissant qu'elles représentent la plus grande menace à un avenir durable, inclusif et résilient pour tous. Il est essentiel que le G7 donne la priorité à l'intégration de l'accord de Paris et des ODD dans les dépenses de relance mondiale, pour veiller à ce que chaque centime dépensé soit compatible avec la limitation de la hausse de la température mondiale à 1,5 °C, avec l'adaptation au changement climatique et l'arrêt et l'inversion de la perte de biodiversité et du déclin de la nature. Le G7 doit s'assurer que ces efforts ne laissent rien à la traîne, qu'il s'agisse de la marge de l'allègement de la dette, de l'aide publique au développement (APD) et du financement du climat, de la santé ou du développement.

Nous appelons les dirigeants du G7 à reconnaître l'interconnexion entre les moteurs de la pauvreté et des inégalités, du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, et les solutions à ces problèmes. Les autres recommandations de ce document concernent donc le climat et l'environnement, en particulier la reprise économique, la sécurité alimentaire et la nutrition, et la santé.

Recommandations

Le gouvernement britannique doit utiliser sa présidence pour inciter le G7 à :

1 Diriger la décarbonisation de l'économie mondiale en fonction de l'urgence climatique :

- Mettre fin aux investissements de tous les pays du G7 dans tous les combustibles fossiles à l'étranger, en suivant l'exemple du Royaume-Uni, et augmenter considérablement le soutien aux pays plus vulnérables à faible revenu afin de garantir l'accès de tous aux énergies renouvelables.
- S'engager à présenter une feuille de route aux Premiers ministres des Finances du G7 en 2022 sur la manière dont ils supprimeront progressivement les subventions aux combustibles fossiles d'ici 2025 au plus tard, y compris les avantages fiscaux, les crédits à l'exportation et l'ensemble des financements et de l'assistance technique fournis par les banques multilatérales de développement.
- Donner la priorité aux approches efficaces de la tarification du carbone et mettre en œuvre des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières.
- Prendre des mesures urgentes pour réduire les émissions dues à l'utilisation des terres, en protégeant les écosystèmes riches en carbone et en passant à des pratiques agricoles renouvelables.

2 Catalyser une transition équitable mondiale pour les travailleurs et leurs communautés :

- Faire de la Transition équitable une priorité permanente du programme du G7, notamment en préconisant des engagements qui débloquent la transition de tous les secteurs de l'économie, de manière à garantir un avenir plus durable, plus inclusif et plus résilient.
- Diriger une initiative mondiale visant à mettre fin à la prolifération des combustibles fossiles et à soutenir une transition équitable pour les travailleurs, les communautés, les femmes, les jeunes et les populations autochtones du monde entier.

3 Respecter les obligations financières et agir en solidarité avec les pays vulnérables :

- Faire du financement de la lutte contre le changement climatique, en particulier l'atteinte de 50 % en matière d'adaptation, une priorité clé pour 2021, et s'engager à doubler le financement national de la lutte contre le changement climatique pour la période post-2020, sans compromettre l'APD non liée au climat, et à augmenter le financement de l'adaptation.
- S'engager à œuvrer d'urgence à la réalisation d'un objectif financier pour la période post-2025, y compris un objectif spécifique pour l'adaptation, qui soit inclusif, encourage l'égalité des sexes et réponde aux besoins et aux aspirations des pays les plus pauvres et les plus vulnérables.
- Mettre en place un nouveau dispositif de financement des pertes et préjudices qui vient s'ajouter aux financements existants pour l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique, et prendre des engagements ambitieux pour financer ce dispositif en plus des financements existants.

4 Interrompre et inverser la perte de biodiversité d'ici 2030, une condition préalable pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, éviter les extinctions massives et parvenir à la justice sociale et au bien-être humain pour tous :

- Appeler tous les pays à signer l'Engagement des dirigeants pour la nature, à rejoindre la Coalition de haute ambition pour la nature, puis à respecter les engagements pris dans le cadre de ces deux initiatives.
- S'engager à mettre en place un cadre mondial pour la biodiversité ambitieux et transformateur lors de la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et à financer sa mise en œuvre.

Reprise économique durable



Coordonné par le groupe de travail de Bond sur le Développement économique durable, soutenu par le Women 7, Labour 7, Jubilee Debt Campaign et Trade Justice Movement

L'impact total de la Covid-19 sur les économies et les moyens de subsistance nationaux et locaux n'a pas encore été mesuré. Au premier semestre 2020 seulement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a fait état d'une baisse de 49 % des investissements étrangers directs et la Banque mondiale prévoit une augmentation significative de l'extrême pauvreté^v. Ces effets sont particulièrement marqués dans les pays à faible revenu et très endettés, qui ne disposent pas de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour financer la reprise.

Les travailleurs du secteur informel, les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes handicapées, les minorités ethniques et d'autres groupes exclus sont touchés de manière disproportionnée. Pour se rétablir au mieux de la pandémie, il faudra s'attacher rigoureusement à remédier aux inégalités structurelles, en plaçant l'égalité des sexes et les personnes les plus marginalisées au centre des efforts de relance.

Les pays qui ont déjà du mal à gérer les retombées économiques de la pandémie doivent emprunter davantage pour financer les programmes de vaccination contre la Covid-19, les prix étant maintenus arbitrairement à un niveau élevé grâce à des protections monopolistiques. Répondre aux appels mondiaux de plus en plus pressants en faveur d'un allègement de la dette et d'une protection sociale universelle financée par des fonds publics permettrait de renforcer la résilience, d'accroître l'égalité et l'autonomie économique, de réduire le travail des enfants et de garantir un travail et des moyens de subsistance décents pour tous^{vii}.

Si la plupart des causes des inégalités économiques internationales existaient avant la pandémie, beaucoup ont été exacerbées par celle-ci. Nous avons déjà vu des milliards de dollars US alloués aux plans de lutte contre la Covid-19, la majorité dans les pays industrialisés. Nous devons nous attaquer aux injustices actuelles du système économique mondial et à leur douloureux legs historique fondé sur le colonialisme et l'exploitation, si nous espérons pouvoir résister à des crises similaires à l'avenir. Les pays les plus riches au monde peuvent façonner une reprise axée sur la résilience, le travail décent pour tous et les moyens de subsistance des plus marginalisés, des engagements que nous espérons voir figurer dans la Déclaration des dirigeants du G7. Toutes les dépenses de relance devraient soutenir une transition mondiale équitable (conformément à nos recommandations sur le climat et l'environnement).

Recommandations

Le Royaume-Uni doit veiller à ce que les plans du G7 visant à une meilleure reconstruction et à une reprise économique mondiale apportent des changements systémiques durables et se concentrent sur la lutte contre les inégalités structurelles :

1 Créer un système global d'annulation de la dette extérieure mondiale à un niveau compatible avec le développement durable pour l'ensemble des créanciers privés, multilatéraux et bilatéraux :

- Convenir de changements juridiques immédiats pour garantir que les prêteurs privés seront inclus dans les initiatives internationales d'annulation de la dette.
- Mettre en œuvre des démarches de développement qui allouent l'aide en fonction des besoins, conformément aux recommandations de l'Initiative pour un accès équitable^{viii}, afin de garantir que l'élaboration des politiques tienne compte de la marge de manœuvre budgétaire, du fardeau de la dette et de la capacité nationale des pays lors de l'allocation des fonds.
- Veiller à ce que tous les futurs prêts soient totalement transparents et contribuent à la mise en place d'économies équitables et saines sur le plan social et environnemental, en mesure d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris.

2 Obtenir l'engagement des dirigeants du G7 à soutenir une protection sociale universelle, financée par des fonds publics et pouvant faire l'objet de mesures, en particulier les propositions relatives à un Fonds mondial pour la protection sociale^{ix} :

- Engager des fonds supplémentaires et développer la mise en place de programmes de protection sociale totalement accessibles, adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux femmes, axés sur les personnes dont les moyens de subsistance ont été les plus touchés par la pandémie de Covid-19, ainsi que sur les personnes les plus vulnérables et les plus discriminées².

- Aligner l'aide humanitaire en espèces aux systèmes de protection nationaux, afin d'atteindre les personnes les plus menacées d'exclusion.

3 S'engager à investir au moins 2 % du revenu national dans l'économie des soins :

- Fournir un financement public pour garantir l'accès universel aux soins de santé (enfants, personnes âgées, personnes handicapées) et à une éducation de qualité.
- Promouvoir le travail décent en veillant à ce que les travailleurs du secteur des soins reçoivent un salaire décent.^x

4 Soutenir des politiques et des pratiques commerciales équitables et durables :

- S'engager à réinventer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en tant que forum multilatéral axé sur l'alignement des règles commerciales à d'autres normes internationales, notamment les ODD et l'accord de Paris, et répondre aux préoccupations de longue date des pays à faible et moyen revenu, en particulier en ce qui concerne les politiques commerciales alimentaires et agricoles.
- Ratifier, financer et appliquer les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les conventions collectives, la liberté d'association et l'élimination du travail des enfants, la convention 190 sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail et le protocole de Palerme sur la traite des personnes, dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement du G7^{xi}.
- Protéger l'espace politique des gouvernements pour assurer une reprise économique durable, inclusive, équitable et résiliente, en excluant des accords commerciaux les services publics essentiels tels que la santé, l'éducation, les soins à la petite enfance et l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

² En particulier les travailleurs informels, les petites et micro-entreprises, les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes handicapées, les migrants, les réfugiés, les personnes déplacées, les groupes minoritaires et les personnes vivant dans des États fragiles et touchés par des conflits.

Sociétés ouvertes et espace civique



Coordonné par le groupe de travail de Bond sur l'Espace civique et la UK
Anti-Corruption Coalition (Coalition britannique de lutte contre la corruption)

La société civile, les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit étaient sous pression avant la Covid-19^{xii}. La pandémie a exacerbé des tendances telles que la montée de l'autoritarisme, la corruption, la titrisation, la discrimination et l'instabilité politique. Elle a également démontré l'importance des technologies de l'information et de la communication dans la vie quotidienne, imposant notre dépendance à l'égard des plateformes en ligne pour accéder aux services essentiels, et exercer la liberté de réunion et d'association pacifiques. La protection de l'espace civique, la lutte contre la corruption, l'amélioration de l'accès à des informations fiables et le soutien accru aux défenseurs des droits de l'homme, aux militants écologistes, aux journalistes, aux organes de gestion des élections, au système judiciaire et aux OSC, en ligne et hors ligne, sont essentiels pour mieux reconstruire et réaliser l'ODD 16^{xiii}.

De nombreux gouvernements ont utilisé la Covid-19 comme prétexte pour introduire ou développer des lois et règlements liés à l'urgence ou à la sécurité qui limitent la liberté de réunion, d'association, de participation, d'expression et d'accès à l'information^{xiv}. Ces limitations comprennent des restrictions en ligne pour empêcher et limiter l'organisation et la protestation par des fermetures illégales d'Internet, des restrictions sur les réseaux sociaux et d'autres limites à l'activisme. Soixante-sept pays et huit territoires ont remis des événements électoraux à plus tard, créant des perturbations et des incertitudes qui sapent les démocraties consolidées et plus récentes.

Les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme, les militants écologistes, les activistes de la société civile et les journalistes se multiplient dans le monde entier. En un an, 156 journalistes^{xv} et 304 défenseurs des droits de l'homme ont été tués dans le monde entier, souvent en toute impunité^{xvi}. Les défenseurs des droits de l'homme sont également victimes de surveillance, de criminalisation, de stigmatisation, d'attaques physiques et d'enlèvements. Les femmes et les défenseurs des LGBTI+, ainsi que les personnes issues de groupes ethniques, religieux ou autochtones minoritaires, sont particulièrement exposés à des risques. De nombreux gouvernements ont adopté des lois restrictives ou se sont associés à des acteurs privés pour réprimer l'activisme climatique et cibler les défenseurs, organisations et mouvements écologistes^{xvii}.

La corruption mondiale est encore plus dévastatrice en temps de crise^{xviii}. Elle sape la démocratie et le développement durable, porte atteinte à la confiance dans les institutions publiques, engendre l'instabilité et les conflits, et risque de détourner des ressources indispensables en cas de pandémie mondiale. La nature mondiale de la corruption exige une action mondiale cohérente de la part du G7.

Recommandations

Conformément à son intention déclarée de s'appuyer sur le G7 pour se concentrer sur les sociétés ouvertes, nous appelons le gouvernement britannique à :

1 Promouvoir et protéger l'espace mondial de la société civile :

- Publier une déclaration et soutenir les actions qui demandent des comptes aux gouvernements qui profitent de la Covid-19, notamment par des mesures d'urgence et de sécurité excessives visant à restreindre l'espace de la société civile, à accroître la surveillance et à cibler les opposants politiques, la société civile et les médias, à perturber les processus électoraux, à fermer, à restreindre ou à bloquer Internet, et à limiter les droits de l'homme et les libertés civiques, en allant bien au-delà des mesures légitimes, proportionnées et nécessaires en vertu du droit international des droits de l'homme.
- Utiliser les voies diplomatiques pour encourager les gouvernements à organiser des élections crédibles, protéger les droits à la liberté de réunion, d'association, de participation, d'expression, d'opinion et d'accès à l'information en ligne et hors ligne, combler les fossés numériques et placer la société civile au cœur d'une reprise inclusive et durable de la Covid-19.

2 Veiller à ce que les défenseurs des droits de l'homme, les militants écologistes, les activistes de la société civile, les dénonciateurs et les journalistes en danger³ aient accès à une réponse rapide, à des mécanismes individuels et collectifs de prévention et de protection au niveau national, à proximité des lieux où ils sont attaqués et menacés :

- Donner la priorité au financement des mécanismes de protection d'urgence et promouvoir le développement et le renforcement des « paniers de fonds » au niveau régional et national pour les subventions de protection en cas d'urgence, auxquelles les ambassades internationales peuvent contribuer.
- Fournir aux OSC sous pression⁴ l'accès à un financement de base suffisant et flexible qui leur permet de répondre aux pressions et restrictions croissantes, et de protéger leurs employés et bénévoles.

3 Assurer l'intégrité dans les efforts internationaux de relance, en donnant la priorité à la lutte contre les flux mondiaux de ressources pillées :

- S'appuyer sur le G7, ainsi que la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGASS) en juin 2021, pour maintenir et faire progresser le rôle de coordination du Royaume-Uni en matière de transparence des entreprises, des industries extractives et des marchés publics, et montrer l'exemple par des réformes nationales efficaces.
- Mettre un accent renouvelé sur la lutte contre la corruption dans les processus démocratiques et électoraux (par le biais du financement politique) et soutenir les organes de gestion des élections et les organes judiciaires, les organes de contrôle indépendants et les OSC pour lutter contre la corruption, maintenir l'intégrité démocratique, garantir les droits et libertés numériques, sauvegarder le droit de vote et assurer une large participation.

³ Cela inclut les défenseurs des droits des femmes, des droits des enfants, les défenseurs de la justice raciale, les militants écologistes, les militants de la lutte contre la corruption et du droit à l'information, les militants LGBTQI+, les militants pour le handicap et ceux qui défendent les droits des peuples autochtones et des groupes ethniques et religieux minoritaires.

⁴ En particulier les organisations et associations de personnes handicapées, les réseaux et organisations travaillant à promouvoir les droits des femmes, les droits des enfants, la justice raciale, les personnes LGBTQI+, les droits des populations autochtones, la protection de l'environnement, l'accès à l'information, la transparence et la lutte contre la corruption, et la démocratisation.

Éducation



Coordonné par le Comité britannique pour l'UNICEF (UNICEF UK) et Plan International UK, avec le soutien des membres du comité mondial de réflexion du G7 et de Send My Friend to School

L'éducation est en crise et l'avenir des enfants les plus marginalisés du monde est menacé. La pandémie de Covid-19 a poussé plus d'un milliard d'apprenants à quitter l'école au plus fort de la crise. Les fermetures d'écoles ont remis en cause la réalisation du droit à l'éducation pour plus de 90 % des jeunes. Des millions d'enfants risquent de ne jamais retourner à l'école lorsque la pandémie sera passée, dont un maximum de 20 millions de filles^{xx}.

La crise de la Covid-19 n'a fait qu'ajouter aux défis existants qui empêchent la réalisation de l'ODD 4, notamment la pauvreté, les conflits, la crise climatique, la violence et la discrimination. Même avant la pandémie, un enfant et un jeune sur cinq n'étaient pas scolarisés, 130 millions étaient des filles^{xxi}. Pour les filles, le risque de ne jamais retourner à l'école est considérablement accru, car elles sont plus susceptibles d'assumer des charges supplémentaires de soins, ou d'être contraintes à un mariage précoce ou à la servitude domestique pour supporter le fardeau économique découlant de la pandémie.

Les enfants les plus marginalisés sont les plus touchés par la pandémie. En 2020, quatre enfants sur cinq déclaraient avoir le sentiment de ne rien apprendre ou de n'apprendre que très peu en dehors de l'école, les filles, les enfants déplacés et ceux qui vivent dans des ménages à faibles revenus étant les plus susceptibles de déclarer ne rien apprendre du tout^{xxii}. Cette perte d'apprentissage a d'énormes ramifications économiques, la Banque mondiale prévoyant une réduction de 872 dollars des revenus annuels des enfants d'âge primaire et secondaire d'aujourd'hui, soit une perte économique à long terme pouvant atteindre 10 000 milliards de dollars^{xxiii}.

L'éducation est un droit de l'homme et elle joue un rôle essentiel dans la croissance économique, la santé des communautés, la stabilité et la résilience climatique. Compte tenu de ce rôle crucial, le G7 doit garantir une éducation de qualité, inclusive et équitable pour chaque enfant, étayée par des plateformes solides pour l'engagement des jeunes. L'éducation, en particulier pour les filles, a été un pilier du programme de développement lors des dernières réunions du G7, qui, nous l'espérons, préparera le terrain pour des engagements qui changeront la vie de chaque pays du G7. Le Royaume-Uni doit piloter ces efforts et s'appuyer sur la solide réputation du G7, avec un sentiment d'urgence renouvelé dans le contexte de la Covid-19.

Recommandations

Pour mettre en œuvre de manière significative son engagement en faveur de l'éducation internationale, en particulier pour les filles, le Royaume-Uni doit lancer une initiative de cinq ans en faveur de l'éducation des filles afin de proposer une approche systémique globale de l'éducation. Cette initiative doit inclure le financement d'une participation significative des groupes de filles et des jeunes militants, en garantissant l'accès à l'information et la possibilité de participer aux processus décisionnels mondiaux, y compris le G7 lui-même. L'initiative doit couvrir les domaines suivants :

1 Remettre l'ODD 4 sur la bonne voie :

- Donner la priorité à l'éducation des filles afin d'éviter les pertes d'apprentissage pendant la Covid-19, en s'attaquant aux impacts sexospécifiques de la pandémie, en développant et en finançant des plans de rattrapage et en accélérant les efforts pour réduire la fracture numérique.
- Fournir un soutien financier complet pour aborder et satisfaire tous les éléments de l'initiative en faveur de l'éducation des filles de manière inclusive et équitable, et s'engager à consacrer 15 % de l'APD à l'éducation d'ici 2025.
- Financer directement des programmes visant à garantir que 40 millions de filles supplémentaires en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire dans les pays à revenu faible et moyen inférieur soient scolarisées et apprennent, et que 20 millions de filles supplémentaires acquièrent une alphabétisation de base, en mettant l'accent sur les plus marginalisées dans chaque programme.

2 Aider chaque apprenant :

- Donner la priorité aux protections juridiques et politiques qui s'attaquent aux obstacles structurels qui empêchent les filles d'accéder à l'éducation et de la terminer, notamment la pauvreté et les inégalités, les grossesses chez les adolescentes, les mariages d'enfants, le travail domestique non rémunéré et les taux élevés de violence à l'égard des filles dans les écoles et les communautés.

- Élaborer, financer et mettre en œuvre des politiques et des programmes qui créent des environnements d'apprentissage sûrs, qui mettent fin à la violence sexiste à l'école, qui intègrent dans les programmes d'enseignement la santé et les droits sexuels et reproductifs pour les filles, les garçons et tous les enfants, et qui développent un corps enseignant féminin solide.
- Renforcer les programmes d'éducation inclusive pour toucher tous les enfants, y compris les filles, en adoptant des sous-cibles axées sur le handicap, en élaborant une méthode convenue de suivi des dépenses d'APD pour l'inclusion, en surveillant les progrès par la désagrégation des données et en s'engageant à nouveau à réaliser pleinement le quatrième ODD pour chaque enfant.

3 Mettre en place des systèmes résilients :

- Veiller à ce que chaque fille reçoive un apprentissage sexospécifique sur les questions climatiques et environnementales dans le cadre d'une stratégie clé de lutte contre le changement climatique dans les contributions nationales.
- Investir dans l'éducation et les compétences des filles par le biais du financement climatique et du renforcement des systèmes afin d'accroître la résilience et de minimiser les perturbations.
- Mettre pleinement en œuvre les engagements pris dans la Déclaration de Charlevoix, notamment : veiller à ce que 50 % du financement du développement international soit dépensé dans les États fragiles et touchés par des conflits ; concevoir le financement de l'éducation en situation d'urgence de manière à obtenir des résultats d'apprentissage pour les filles, les garçons et tous les enfants sur un pied d'égalité ; et investir dans la recherche ainsi que suivre et communiquer les progrès réalisés en vue d'atteindre ces résultats.

Sécurité alimentaire et nutrition



Coordonné par Concern Worldwide UK, avec le soutien des membres du comité mondial de réflexion du G7, du réseau de la société civile SUN et d'ICAN

L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont dues à la pauvreté, au changement climatique, aux conflits, à la mauvaise gouvernance et aux inégalités. Ces facteurs sont exacerbés par la pandémie de Covid-19 et entravent l'engagement du G7 à aider 500 millions de personnes des pays à faible revenu et vulnérables à échapper à la faim et à la malnutrition d'ici 2030.

À l'échelle mondiale, une personne sur neuf souffre de faim ou de sous-alimentation, tandis qu'une personne sur trois est en surpoids ou obèse. Les facteurs de risque alimentaires contribuent à plus de décès que tout autre facteur de risque, la malnutrition étant liée à près de la moitié des décès d'enfants. La faim dans le monde est en hausse depuis 2015. En 2019, 135 millions de personnes ont connu l'insécurité alimentaire⁵. On prévoit que ce chiffre est susceptible de doubler pour atteindre 265 millions^{xxiv}.

Des mesures urgentes sont nécessaires pour éviter des pertes de vies humaines catastrophiques. Plus de 30 millions de personnes dans 36 pays sont confrontées à des urgences d'insécurité alimentaire aiguë, le dernier avertissement avant la famine⁶. Le coût de la fourniture d'un seul repas quotidien pendant un an à ces personnes s'élève à environ 5 milliards de dollars. La majorité d'entre elles se trouvent dans des zones fragiles et touchées par des conflits, ce qui signifie que le financement doit être associé à des efforts diplomatiques importants pour soutenir l'accès humanitaire et faire respecter le droit humanitaire international. La proposition de création d'un Groupe de prévention de la famine et des crises humanitaires est une étape souhaitable.

Une approche à plus long terme qui s'attaque aux inégalités systémiques est également nécessaire pour renforcer la résilience et améliorer la nutrition mondiale. Une bonne nutrition est à la base d'au moins 12 des ODD. Pourtant, près de 3 milliards de personnes n'ont pas pu avoir accès à une alimentation saine en 2020. Les personnes handicapées, les femmes, les adolescentes, les enfants et les nourrissons sont parmi les plus touchés. D'autres groupes marginalisés sont particulièrement touchés, notamment les personnes déplacées, les populations autochtones, les citadins extrêmement pauvres et les petits exploitants agricoles.

Le G7 est le premier de nombreux moments importants de cette année, notamment la COP26, le Sommet sur les systèmes alimentaires et le Sommet sur la nutrition pour la croissance. Le G7 doit commencer à répondre aux besoins immédiats tout en s'attaquant aux causes profondes et en construisant un système alimentaire plus équitable et plus durable pour les générations futures.

⁵ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) 3 et plus.

⁶ IPC 4

Recommandations

Le gouvernement britannique doit profiter de la présidence du G7 pour :

1 Diriger les efforts mondiaux visant à prévenir les crises alimentaires et nutritionnelles et à assurer une réponse humanitaire efficace :

- Mobiliser au moins 5 milliards de dollars pour la prévention globale de la famine et l'aide aux 30 millions de personnes les plus menacées.
- Diriger les efforts diplomatiques pour prévenir la détérioration des situations humanitaires, assurer l'accès humanitaire et tenir les acteurs responsables des violations du droit humanitaire international.
- Favoriser la collaboration en matière de traitement et de prévention de la malnutrition dans le cadre des réponses à la sécurité alimentaire, notamment en donnant la priorité aux services de nutrition primaire dans les zones à risque.

2 Catalyser un changement systémique en faveur de la préparation et de l'action anticipée, afin de fournir un financement et un soutien rapides et flexibles là où ils sont le plus nécessaires :

- Développer de manière significative les systèmes d'alerte précoce basés sur des données probantes et dirigés localement, qui relient l'analyse des risques à des plans d'action précoce convenus à l'avance, soutenus par un financement préétabli.
- Assurer la disponibilité généralisée d'une assurance contre les risques climatiques, d'une protection sociale inclusive, d'un soutien aux moyens de subsistance et d'une aide en espèces avant le début de la crise, en particulier pour les groupes les plus marginalisés.

3 S'engager à prévenir et à traiter la sous-alimentation, les maladies chroniques liées à l'alimentation et les carences en nutriments, et donner la priorité à l'accès à des aliments nutritifs :

- Intégrer la nutrition dans les stratégies de prévention et de traitement des systèmes de santé, afin que les services nutritionnels essentiels soient accessibles à tous, en particulier aux personnes souffrant de problèmes médicaux liés à une insuffisance pondérale, à l'obésité ou à la surcharge pondérale.
- Mettre en œuvre la référence de la politique nutritionnelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) afin de permettre un meilleur suivi des progrès réalisés par rapport à tous les objectifs mondiaux en matière de nutrition, y compris le financement de programmes qui visent directement à réduire la malnutrition (comme les maladies non transmissibles liées au retard de croissance, à la perte de poids et au régime alimentaire).
- Mobiliser les membres du G7 pour qu'ils prennent des engagements financiers ambitieux lors du Sommet sur la nutrition pour la croissance.

4 Accélérer les efforts visant à mettre en place des systèmes alimentaires durables, nutritifs et équitables :

- Veiller à ce qu'une proportion accrue des fonds parvienne aux organisations locales, grâce à des initiatives telles que le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- Aider les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes et les populations autochtones, à renforcer leur résilience au changement climatique en investissant dans l'adaptation locale, l'agroécologie, la diversification des cultures et le renforcement des marchés locaux pour faire face aux chocs.
- Amplifier les appels en faveur de systèmes alimentaires plus durables, plus nutritifs et plus résilients lors du Sommet sur les systèmes alimentaires et de la COP26, en garantissant une participation significative des communautés et des organisations locales à la prise de décision.

Prévention des conflits et des atrocités



Les conséquences de la négligence de la prévention des conflits et de la protection des civils pendant la pandémie auront des effets à long terme dans la prochaine décennie. Le Comité international de secours prévoit une nouvelle aggravation de la situation d'urgence, étant donné que les besoins humanitaires existants étaient déjà extrêmement élevés avant la Covid-19^{xxv}. Les populations touchées par le conflit deviendront encore plus vulnérables.

Les questions liées au climat contribuent à de nombreux conflits. La dépendance à l'égard de systèmes agricoles en voie de disparition, la perte des moyens de subsistance, la rareté des ressources et les migrations liées au climat accroissent la fragilité des communautés et des États et entraînent des violences. Une situation d'urgence complexe se développe, avec les crises du changement climatique, les conflits prolifères et la Covid-19 qui se croisent et s'intensifient.

Les conflits restent l'un des principaux moteurs des migrations et des flux de réfugiés. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, il y a plus de 79 millions de réfugiés et de personnes déplacées dans leur propre pays, le chiffre le plus élevé jamais enregistré. Plus des deux tiers des réfugiés dans le monde proviennent de quatre États fragiles et touchés par des conflits (Syrie, Venezuela, Afghanistan et Sud-Soudan). L'absence de réponse à la crise des réfugiés risque d'aggraver les conflits, de déclencher de nouveaux flux de réfugiés et de créer un problème cyclique sans perspective de fin. Le coût pour les générations futures est encore plus alarmant. Au début de 2020, 60 % de toutes les personnes déplacées étaient des enfants, qui risquent de perdre leur éducation pendant et après la Covid-19^{xxvi}.

Nos recommandations se concentrent sur les interventions diplomatiques et économiques où les pays du G7 peuvent avoir l'impact le plus significatif pour désamorcer les conflits actuels et favoriser des sociétés pacifiques.

Recommandations

Conformément à l'intention du Royaume-Uni de s'appuyer sur le G7 pour donner la priorité à la sécurité humaine et construire des sociétés pacifiques, nous demandons au gouvernement britannique d'encourager les dirigeants du G7 à :

1 Promouvoir l'investissement et la coopération dans les initiatives de consolidation de la paix et de stabilité à long terme :

- Investir dans des initiatives, en partenariat avec les artisans de la paix locaux, qui comprennent des systèmes d'alerte précoce sur les conflits, les catastrophes naturelles et les atrocités afin de déclencher une action plus rapide, en soutenant les experts en médiation.
- Affecter des dépenses de défense pour permettre des contributions à l'action collective de prévention et de protection dans le cadre d'opérations de maintien et de mise en œuvre de la paix.
- Veiller à ce que les modèles de financement soient souples pour répondre à l'évolution rapide des situations de conflit, sans oublier une action concertée sur les conflits historiques (par ex. en Syrie et en Afghanistan).

2 Mettre en œuvre et financer des stratégies nationales de protection des civils qui fonctionnent à l'échelle des gouvernements pour assurer la cohérence des politiques dans les domaines des affaires étrangères, de la défense, du commerce et de l'aide, fournir des mécanismes de responsabilisation pour la protection des civils vivant dans les conflits et respecter la lettre et l'esprit de la Convention des Nations Unies sur les réfugiés de 1951^{xxvii}. Dans ce contexte, le G7 doit s'engager à adopter une approche tenant compte de l'égalité des sexes et des enfants dans tous les conflits :

- Condamner catégoriquement et systématiquement la violence fondée sur le sexe et investir dans des initiatives qui préviennent la violence sexuelle.
- Collaborer pour mettre pleinement en œuvre la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, et promouvoir l'investissement et la coopération dans la mise en œuvre de la Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité.

3 S'engager à élaborer des sanctions claires, des politiques de lutte contre le terrorisme et son financement qui préservent l'espace civique et permettent un travail humanitaire sans entrave, conformément au Droit international des droits de l'homme et au droit humanitaire, ainsi que des efforts de consolidation de la paix qui s'attaquent aux causes profondes de la violence :

- Intégrer des garanties juridiques pour les droits de l'homme et les libertés civiles et des exemptions et/ou des licences générales pour le travail humanitaire et les efforts de soutien de la paix dans toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et dans la législation nationale.
- Fournir un leadership politique aux dialogues multilatéraux des parties prenantes sur les effets négatifs des sanctions, de la lutte contre le terrorisme et des mesures de lutte contre le financement du terrorisme sur l'espace civique, l'action humanitaire et la consolidation de la paix, et poursuivre des approches communes de gestion des risques, tout en apportant un soutien dans des contextes de conflit complexes.
- Grâce à l'adhésion du Royaume-Uni au Conseil de sécurité des Nations Unies et à la prochaine révision de la Stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme, investir dans des efforts visant à inclure des protections plus solides en matière de droits de l'homme, d'espace civique, de genre et d'espace humanitaire, et veiller à ce que les voix de la société civile aient la possibilité de participer de manière significative au processus de révision.

4 Prendre des mesures urgentes pour faire face à certaines des crises les plus urgentes aujourd'hui, en particulier au Yémen, la pire crise humanitaire au monde :

- Poursuivre la diplomatie bilatérale et multilatérale pour faire pression sur les parties au conflit afin qu'elles reviennent à un processus de paix pleinement inclusif.
- Donner la priorité au financement du Plan de réponse humanitaire du Yémen, qui, lors de son dernier examen, n'était financé qu'à 50 %.

Endnotes

- i Coronavirus Disease (COVID-19) Dashboard [Tableau de bord de la maladie à coronavirus], OMS
- ii Pulse survey on continuity of essential health services during the COVID-19 pandemic: Interim report, 27 August 2020, OMS [Sondage éclair sur la continuité des services sanitaires essentiels pendant la pandémie du coronavirus : rapport intérimaire, 27 août 2020]
- iii Political Declaration of the High-level Meeting on Universal Health Coverage, 'Universal health coverage: Moving together to build a healthier world', ONU [Déclaration politique de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la couverture sanitaire universelle intitulée « Couverture sanitaire universelle: œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé »]
- iv '2021 designated as the International Year of Health and Care Workers', OMS [Année internationale des travailleurs de la santé et des soins]
- v Investment Trends Monitor, Issue 36, CNUCED ; 'COVID-19 to add as many as 150 million extreme poor by 2021', [La COVID-19 va ajouter jusqu'à 150 millions de personnes dans l'extrême pauvreté d'ici 2021], Banque mondiale
- vi Par exemple : Communiqué de presse : 'COVID-19 will widen poverty gap between women and men, new UN Women and UNDP data shows' [La COVID-19 va élargir le fossé de la pauvreté entre les femmes et les hommes, selon de nouvelles données de l'ONU Femmes et du PNUD], UN WOMEN; 'Building forward: Creating a more equitable, gender-just, inclusive and sustainable world' [Bâtir l'avenir : Créer un monde plus équitable, plus juste, plus inclusif et plus durable], Care International
- vii Par exemple : 'Locked down and left behind: The Impact of COVID-19 on refugees' economic inclusion', [Confiné et laissé pour compte : l'impact de la COVID-19 sur l'inclusion économique des réfugiés], Centre pour le développement mondial; Data Dashboard: Universal Social Protection, [Tableau de bord de données : Protection sociale universelle], OIT
- viii 'Equitable Access Initiative', [Initiative pour l'accès équitable], Le Fonds mondial
- ix Page d'accueil, Global Coalition for Social Protection Floors [Coalition mondiale pour les planchers de protection sociale]
- x 'Investing in the care economy: A pathway to growth', [Investir dans l'économie des soins : un chemin vers la croissance], CSI
- xi C190 - Violence and Harassment Convention, 2019 (No. 190), [C190 - convention sur la violence et le harcèlement, 2019, (No 190)], OIT ; Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime, [Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants], Droits de l'homme ONU
- xii Civicus Monitor, Civicus
- xiii 'Rethinking civic space in an age of intersectional crises: A briefing for funders', [Repenser l'espace civique à l'ère des crises intersectionnelles : Briefing pour les donateurs], Funders Initiative on Civil Society
- xiv Covid-19 Civic Freedom Tracker, ICNL-ECNL
- xv UNESCO Director-General's Report on the Safety of Journalists and the Danger of Impunity, [Rapport du directeur général de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et le danger d'impunité], UNESCO
- xvi Global Analysis 2019, [Analyse mondiale 2019], Front Line Defenders
- xvii Briefer – Closing civic space for climate activists, [Point Infos - Fermer l'espace civique pour les militants climatiques], ECNL-ICNL
- xviii Corruption and Covid-19, [Corruption et Covid-19] UNODC
- xix 'Réouverture des écoles : Quand, où et comment ?', UNESCO
- xx 'Malala Fund releases report on girls' education and COVID-19', [Le Fonds Malala publie son rapport sur l'éducation des filles et la COVID-19], Malala Fund
- xxi Launch of the 2019 SDG 4 Data Digest, [Lancement du condensé des données sur l'ODD 4 2019] UNESCO/UNIS
- xxii Protect a generation: The impact of COVID-19 on children's lives, [Protéger une génération : impact de la COVID-19 sur la vie des enfants], Save the Children
- xxiii 'Learning losses could add up to \$10 trillion', [Les pertes d'apprentissage dues à la COVID-19 pourraient s'élever à 10 000 milliards de dollars], Banque mondiale
- xxiv 2020 – Global Report on Food Crises, WFP
- xxv COVID-19 in humanitarian crises: A double emergency, [La covid-19 dans les crises humanitaires : une double urgence], IRC
- xxvi 2019 in review: Trends at a glance, [Bilan de l'année 2019 : Tendances mondiales], UNHCR
- xxvii La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, UNHCR